

1958-3672

Europe fédérale

Publication de l'Union pour l'Europe fédérale - UEF-France
L'U.E.F.-Europe est membre du
Mouvement européen international (MEI) et du World Federalist Movement (WFM)

N° 38 - Octobre 2009

Abonnement 15 € - 4 numéros par an

Directeur de la publication : Jean-Guy Giraud - Rédaction : Jean-François Billion



U.E.F.
Union of European Federalists
Union des Fédéralistes Européens
Union der Europäischen Föderalisten

www.federaleurope.org

ASSEMBLEE GENERALE DE L'UEF - France
LYON - Samedi 26 septembre

EDITORIAL

Les militants de l'UEF France ont tenu leur assemblée générale à Lyon le 26 septembre

Réunie en assemblée générale au lendemain de l'Université d'automne de nos amis Rhône-alpins, l'UEF-France a accueilli nos amis de l'UEF-Europe, **Guido MONTANI**, Vice-président et **Joan Marc SIMON**, Secrétaire général, ainsi que **Bruno BOISSIERE**, Secrétaire de l'Intergroupe fédéraliste au Parlement européen. L'assemblée générale a procédé également à l'élection de son nouveau Président et au renouvellement de sa Commission nationale.

Notre ami **Jacques CHAUVIN** a décidé de ne pas se représenter après un mandat d'ailleurs prolongé de six mois considérant la situation de notre organisation. Les membres présents à l'assemblée générale, par leurs applaudissements, lui ont témoigné leur reconnaissance et leur amitié, conscients du travail accompli dans une période difficile. Jacques reste, en sa qualité d'ancien président désormais, membre de nos instances statutaires où son expérience et ses conseils seront toujours appréciés.

L'assemblée générale a élu **Jean-Guy GIRAUD** président de notre association, puis, la Commission nationale a reconduit **Dominique THAURY** à son poste de trésorier et élu **Alain REGUILLON** Secrétaire général. Les nouvelles instances de l'UEF-France vont donc se mettre rapidement au travail pour satisfaire au besoin de conforter et de développer les actions engagées par ses devancières.

L'assemblée générale a adopté 2 résolutions. L'une reprend et apporte son appui à l'adresse faite à la Commission et au Parlement européens par le bureau de l'UEF-Europe, réuni à VENTOTENE le 5 septembre ; l'autre évoque la responsabilité des fédéralistes face à la ratification du Traité de Lisbonne et la mise en œuvre et l'évolution des institutions, avec notamment la création d'un gouvernement fédéral. **Ce traité n'est pas une fin en soi, mais une simple étape dans le processus d'intégration toujours plus étroite entre les peuples européens.**

La nouvelle équipe a la volonté de mieux associer les adhérents à la vie de notre mouvement, car il est important d'étoffer nos troupes si nous voulons davantage peser dans le débat national et au sein de nos instances européennes. Il faut donc que les militants deviennent des acteurs encore plus actifs du fédéralisme dans leur collectivité et, en ce sens, nous les solliciterons et les rencontrerons au cours de l'année 2010 par une visite dans les cinq régions où l'UEF compte des sections régionales organisées, ce qui n'exclut pas d'autres déplacements dans des communes où quelques militants souhaiteraient créer ou développer une section locale.

L'UEF-France est l'un des rares mouvements pluralistes à pouvoir garder l'essentiel de l'objectif des pères fondateurs exprimé dans la Déclaration Schuman du 9 mai 1950 : **la Fédération européenne** ! A nous tous de relever le défi d'une vraie relance du débat institutionnel, sans perdre pour autant de vue les politiques liées aux grands enjeux du monde dont, entre autres : l'énergie, le développement, les effets de la démographie et la place de l'Europe dans le monde qui oblige à une politique extérieure unique et ambitieuse.

Alain REGUILLON
Secrétaire fédéral

Jean-Guy GIRAUD
Président

Une assemblée générale placée sous le signe du renouveau

En l'absence de notre président absent pour raison de santé, c'est Jean-François BILLION, en sa qualité de président de l'UEF Rhône-Alpes, qui accueille les militants et préside nos travaux ; il fait part du message adressé aux membres de notre assemblée par Sylvie GOULARD, présidente du *Mouvement européen France*, Députée européenne (Extraits ci-dessous. L'intégralité du texte étant sur notre site).

A / Le rapport moral

Il présente ensuite, au nom de Jacques CHAUVIN, le rapport moral de sa présidence qui est adopté à l'unanimité accompagné d'applaudissements nourris, les membres présents témoignant ainsi leur reconnaissance et leur amitié au président sortant.

Avant d'entendre les autres rapports statutaires, il est décidé de donner la parole à nos invités.

Intervention de Guido MONTANI, Vice-président de l'UEF-Europe



Guido MONTANI à la tribune de l'Université des fédéralistes de Rhône-Alpes (veille de l'AG) – Photo D. COLMONT

« Devant le défi de la politique internationale l'Europe doit dire sa vision du monde. La seule façon d'exprimer une volonté, c'est d'avoir un gouvernement européen.

Le Traité de Lisbonne est un pas en avant mais l'absence du mot gouvernement dans le texte reste un handicap pour l'évolution des institutions. Il faut un gouvernement fédéral si l'Europe veut jouer à plein son rôle sur l'échiquier mondial : si elle veut exister.

Trois problèmes doivent être surmontés et c'est le rôle de l'UEF que de travailler à les faire progresser :

La réforme du système électoral

Même si Lisbonne énonce le vote de confiance, même si notre campagne « *Who's your candidate ?* » (« Qui est votre candidat ? ») a joué en terme d'image et de médiatisation, les partis politiques n'ont pas réellement joué le jeu et désigné leur candidat à la présidence de la Commission (à quelques exceptions près). Il faut inventer un système qui oblige les partis à présenter un candidat. Certains proposent que le Président de la Commission soit élu au suffrage universel. Pour Guido MONTANI

cela n'est pas la voie à suivre car il faut un gouvernement parlementaire.

Les finances

C'est le moyen le plus efficace pour un gouvernement de faire de la politique. Le parlement dépense mais ne décide pas des recettes. Non seulement l'UE n'a pas de ressources propres, mais en plus les Etats œuvrent à réduire leur contribution. Il faut arriver à faire acter que des ressources propres soient issues d'une taxe européenne, sans toucher la pression fiscale des citoyens. Tant que cela ne sera pas, l'Europe ne pourra assurer ses missions. Il va donc de la responsabilité des responsables politiques aux prochaines élections de faire ce choix. L'UEF doit s'atteler à cette tâche pour que lors des prochaines élections européennes les choses changent.

Politique extérieure

La politique extérieure n'existe pas s'il n'y a pas d'armée au service du gouvernement fédéral. Il faut également un ministre « des forces de paix » puisque nous sommes dans une logique de maintien de l'ordre et de la paix et non dans une logique de conflit ouvert. Mais pour que la politique extérieure existe réellement il faut également nommer un ministre de l'économie et des finances.

En conclusion

Il faut participer au débat fédéral européen car sinon, il sera difficile d'avancer sur ce chemin et ces objectifs ».

Intervention de Joan Marc SIMON, Secrétaire général de l'UEF-Europe



Joan Marc SIMON à la tribune de l'Université des fédéralistes de Rhône-Alpes (veille de l'AG) – Photo D. COLMONT

Il transmet en premier lieu les vœux du Président de l'UEF Europe, le Député européen libéral britannique Andrew DUFF (*ALDE*), aux membres de l'assemblée générale. Il rappelle toute l'importance des sections nationales.

- « Le premier axe de travail important sera l'opinion des fédéralistes sur le programme de

José-Manuel BARROSO présenté lors de sa candidature. L'UEF doit dégager des perspectives concrètes sur le contenu du programme. Celles-ci doivent être finalisées pour la fin de l'année.

- Deuxième axe de travail, la communication : il faut transformer la structure de communication et d'organisation, afin d'être plus visible et lisible. Cela permettra de faire passer des messages plus simples et plus clairs à tout un chacun. Il est essentiel de fédérer des énergies nouvelles.

La stratégie de communication a eu un premier succès avec la campagne « *Who's your candidate ?* » Il faut poursuivre dans ce sens.

Le niveau européen est prêt à aider les sections nationales pour les aspects techniques et méthodologiques (par exemple : mise en place de sites web, charte graphique, liens vers d'autres sites, etc.). »

Intervention de Bruno BOISSIERE, ancien Député européen (Verts), Secrétaire de l'Intergroupe fédéraliste au Parlement européen

« L'UEF n'a pas de subvention ce qui lui laisse une grande liberté de parole.

Il faut que l'UEF soit l'avant-garde de l'évolution vers un gouvernement fédéral, il faut être proactif. »

Il fait mention de la nouvelle revue *Courrier de l'Europe* dont il a la charge du contenu. Cette revue peut-être une vitrine de diffusion des idées fédéralistes. Elle est publiée à raison de 4 numéros par an. Les militants qui sont intéressés peuvent la demander par courrier électronique à bruno.boissiere@cife.eu ou à l'adresse postale CIFE, 11 rue d'Egmont B 1000 Bruxelles. Bruno BOISSIERE se propose de l'envoyer par courrier à tous ceux qui en feront la demande.

Jean Francis BILLION remercie nos amis de l'UEF pour leur présence et leurs messages ; Il appelle le Secrétaire général sortant et le trésorier à présenter leurs rapports statutaires

B / Compte-rendu de mandats

Intervention de Michel MORIN, Secrétaire fédéral

Michel fait son rapport pour la période où il a exercé cette fonction, soit les 2 années prévues, jusqu'à la Commission nationale de décembre 2008. Pierre GARDET qui lui a succédé n'ayant pu se déplacer, il n'y a pas de CR pour la période de prolongation du mandat que l'AG de 2008 avait décidé. Dans son compte-rendu, Michel MORIN rappelle les actions conduites quant à l'organisation nouvelle du secrétariat, la gestion des adhérents, la mise en place des conditions de développement, la promotion de l'UEF-France et les relations entre les bureaux français et européens.



Michel MORIN (2^{ème} à droite) – Photo D. COLMONT

Intervention de Dominique THAURY, Trésorier

Le trésorier fait état des comptes 2008 et 2009, rappelant qu'en 2007 nous avons dégagé un léger excédent. En 2008 nous accusons un déficit de 1000 € consécutif à l'organisation du congrès de l'UEF-Europe à Paris.

L'année 2009 n'est pas achevée, mais elle devrait se clore avec un nouveau déficit de 600€, sauf à ce que rentrent encore quelques cotisations et que nous recevions quelques soutiens spécifiques. (Cela s'est fait depuis avec un don de 500 € de la section Franc-Comtoise ; le compte d'exploitation 2009 devrait être équilibré).

La question du nombre d'adhérents est posée et il nous faudra travailler avec les sections régionales pour assurer le renouvellement des cotisations et conduire de nouveaux militants à nous rejoindre.

Les rapports étant présentés, JF BILLION invite les membres à s'exprimer. Il précise que, depuis l'élection de Jacques CHAUVIN à la présidence, la revue *Europe fédérale* était passée de 3 à 4 numéros annuels : c'est seulement cette année que 3 numéros seulement sont parus (pas de numéro en juin).

Yves LAGIER indique qu'il met ses archives personnelles d'ancien président à notre disposition ; il les adressera au prochain secrétaire fédéral pour compléter, voire remplacer celles détruites dans l'inondation du lieu de stockage où elles se trouvaient.

Jean-Luc PREVEL porte à la connaissance de l'assemblée qu'une partie des archives de l'UEF France a été retrouvée à la *Maison de l'Europe de Lyon*, partie ayant échappé aux outrages de l'eau !

René CASSIER pose la question de savoir comment mieux toucher la population, question à laquelle les membres de la prochaine commission nationale auront à apporter une réponse par les actions qui seront engagées.

Le président de séance demande aux délégués à l'assemblée de se prononcer sur les trois rapports. Chacun est adopté à l'unanimité des membres présents et représentés.

C / Préparation des résolutions

Quatre résolutions font l'objet d'une présentation à l'AG, puis d'un examen par une Commission des résolutions composées de : Jean-Pierre GOUZY, Jean-Guy GIRAUD, Florent BANFI, Jean-Luc PREVEL, Jean-Paul TRUCHET, René CASSIER, André-Pierre DARTEIL, Jean-Baptiste MATHIEU, Philippe FERAL, Yves LAGIER, Alain REGUILLON

Deux résolutions sont présentées par Jean-Luc PREVEL au nom de l'UEF Rhône-Alpes, elles portent, l'une sur le changement d'appellation de notre mouvement en France, l'autre sur une reprise de la récente déclaration de l'UEF-Europe à VENTOTENE. Une est présentée par Jean-Guy GIRAUD, elle porte sur la stratégie du mouvement après le Traité de Lisbonne. Deux sont présentées par Alain REGUILLON, la première sur la stratégie du mouvement après le traité s'il est adopté... et s'il ne l'est pas, la seconde est davantage une note d'orientation sur l'organisation et le fonctionnement de notre organisation.

La commission décide de retirer la dernière résolution du débat de l'assemblée générale et de la soumettre aux prochains travaux de la Commission nationale.

Les résolutions de Jean-Guy GIRAUD et d'Alain REGUILLON sont rapprochées pour n'en faire qu'une (publiée ci-après). La résolution reprenant les déclarations de VENTOTENE est validée sous réserve de quelques ajustements de forme. Quant à celle portant sur le changement de nom, elle est renvoyée à une séance de travail ultérieure qui verra une proposition de modifications des statuts.

Les rédacteurs de motions acceptent les textes à présenter à l'AG ainsi modifiés ; la commission de résolution les valide.

A la reprise des travaux, Jean-Guy GIRAUD, au nom de la commission des résolutions présente les textes soumis à l'assemblée générale. Après débat et quelques amendements, les deux résolutions (publiées ci-dessous) sont adoptées à l'unanimité des membres présents et représentés.

D / Election de la commission nationale

18 candidatures ont été reçues par courrier ou au jour de l'AG. Toutes ces candidatures étant jugées recevables, l'élection se déroule après vérification des mandats. Tous les candidats sont élus à l'unanimité. Outre les élus de l'AG, elle comprend également les représentants des sections régionales, ainsi que les anciens présidents, membres de droit de notre organisation.

L'assemblée procède aussi à l'élection du président de la commission d'arbitrage, Michel ROUX, président sortant, est reconduit à l'unanimité.

E/ Election du président



Jean-Pierre GOUZY présentant la candidature de Jean-Guy GIRAUD (à gauche) – Photo D. COLMONT

L'élection du président est placée sous la présidence d'un ancien président, Jean-Pierre GOUZY.

Conformément à l'article 8.8 des statuts, le président est élu par l'assemblée générale ; le candidat doit être issu de la commission nationale. JP GOUZY déclare que la seule candidature reçue est celle de notre vice-président Jean-Guy GIRAUD ; il demande s'il y a d'autres candidats ? Sans autre candidature, il demande à Jean-Guy GIRAUD de se présenter.

Les membres présents et représentés élisent à l'unanimité Jean-Guy GIRAUD président de l'UEF-France.

Celui-ci remercie les participants et indique qu'il s'impliquera sérieusement à la tâche qui lui est confiée, en comptant sur le soutien et l'engagement de chacun, à commencer par les membres de la Commission nationale qu'il invite à se retrouver après l'AG pour élire le bureau et ainsi être en ordre de travailler rapidement.

C'est sur cette élection que se terminent les travaux de l'assemblée générale

Florence MAURY

Secrétaire générale adjointe de l'UEF-Rhône-Alpes

Alain REGUILLON

Secrétaire fédéral de l'UEF France

Les fédéralistes français en ligne :

UEF France :

JE France :

Le Taurillon :

Presse fédéraliste :

www.europe-federale.asso.fr – www.uef.fr

www.jeunes-europeens.org

www.taurillon.org

www.pressefederaliste.eu

Message de Mme. Sylvie GOULARD au Congrès de l'UEF France

Présidente du *Mouvement Européen France*, Députée européenne

L'Union européenne déroute. L'Union européenne dérange. Mal expliquée, elle est mal aimée. Mais elle n'en demeure pas moins une ancre de stabilité comme l'a montré la crise actuelle. Les banques et les acteurs économiques se sont tournés vers les Etats mais, isolément, les Etats ne peuvent plus grand-chose.

Le besoin d'Europe est criant, à condition que ce soit une Europe de l'action et non de l'incantation, une Europe de la démocratie au grand jour et non de la diplomatie à huis clos, une Europe organisée. Le succès de la Banque centrale prouve de manière éclatante la supériorité des outils à caractère fédéral sur les coordinations lâches.

Les chantiers ne manquent pas

1. Le changement climatique s'accélère. L'UE doit aller plus loin. L'ensemble de l'économie européenne -agriculture, transports, énergie, industries- devra peu à peu devenir "durable". C'est une responsabilité importante vis-à-vis des jeunes générations.

2. L'UE a aussi besoin d'une plus grande intégration économique et sociale. La coordination lâche de mesures nationales de la «stratégie de Lisbonne» a montré ses limites ! Le chômage atteint près de 10 % en moyenne dans l'UE, beaucoup plus dans certains Etats membres. Il est urgent que les Européens redéfinissent la solidarité qui les lie, inventent une redistribution fiscale juste, bref, jettent de nouveau les bases d'une "économie sociale de marché" digne de ce nom.

Le marché unique est mis en péril par les aides nationales et les plans de relance séparés. C'est grave car il est le socle de l'UE actuelle ; construit patiemment, au fil des ans, il court le danger d'être détricoté par des mesures nationales, égoïstes. En parallèle au marché, un partage équitable et durable des richesses est indispensable ; la CEE avait su réduire les inégalités ; ces dernières années, elles se sont de nouveau creusées, au détriment des classes moyennes. La concurrence des acteurs économiques qui stimule l'économie est une bonne chose ; la concurrence entre les Etats et les territoires, est une machine à détruire l'Europe.

A court terme, il incombe également à la Commission de travailler sur des stratégies transfrontalières sectorielles, comme elle l'a fait avec succès dans le passé pour le secteur de l'acier, et comme elle devrait le faire aujourd'hui, plus spécifiquement pour les secteurs de la construction automobile ou de la banque.

La crise financière a également révélé le besoin d'instaurer un Superviseur financier européen et une nouvelle régulation bancaire.

L'UE doit se tourner beaucoup plus résolument vers l'éducation, la recherche et l'innovation ; quand la Chine dépose 400 brevets par million d'habitants ou le Japon 150, les Européens n'en déposent que 100.

3. A moyen terme, l'UE a besoin d'un budget digne de ce nom. Réserver à l'UE seulement 1 % de la richesse collective, c'est se couper les ailes. Des garde-fous devraient être maintenus pour contenir la dépense mais une action commune, tournée vers l'avenir, exige des moyens accrus.

Osons surtout des ressources propres qui ne dépendent pas des « contributions nationales » et mettent fin au jeu du « juste retour ».

4. Les récents affrontements entre les autorités publiques et la presse, en Italie montrent que la liberté n'est jamais acquise, y compris à l'intérieur de l'UE. Défense des droits de l'homme, justice sans frontières, organisation d'une immigration dans la dignité de la personne humaine, sont d'immenses chantiers

largement devant nous. La situation actuelle -pas de frontières pour le «business» mais des souverainetés persistantes en matière de police et de justice- profite au crime de manière insolente. Osons dire que le souverainisme nuit à notre sécurité et détruit nos valeurs.

*

Pour conclure, si le Traité de Lisbonne est ratifié, nous devons exploiter toutes les innovations, notamment le renforcement de la codécision parce qu'aucune de ces politiques n'est viable sans un contrôle démocratique.

S'il ne l'est pas, il faudra remettre le chantier institutionnel sur le métier, au besoin à quelques uns, non pour ignorer les réticences de certains mais pour les placer devant leurs responsabilités. Un saut résolu est nécessaire qui ne sera pas fait à 27 et avec des procédures de ratification encourageant un défoulement irresponsable.

Les Européens doivent s'unir pour mieux défendre, à l'échelle mondiale, leurs valeurs et leurs intérêts. En prenant garde que le G20 ne soit une autre machine à défaire l'Europe, les grands Etats poussant leurs pions, la Commission et les petits étant réduits au rôle de spectateur. Il est à craindre que, dans de nombreuses capitales, ce scénario ne déplaie guère. Aux fédéralistes de combattre, inlassablement, cette vision à courte vue et de rappeler les choix courageux de nos Pères.

La responsabilité des fédéralistes face à la ratification du Traité de Lisbonne

Résolution des fédéralistes français réunis en
assemblée générale à Lyon
le samedi 26 septembre 2009

Introduction

L'environnement international le montre tous les jours, sans Europe organisée et forte, **les Etats de l'Union sont conduits à disparaître de la scène mondiale.**

Qu'il s'agisse du climat, de l'énergie, de l'eau, du développement, de l'immigration, de l'alimentation et des conflits armés, **aucune solution nationale n'existe.** Le niveau européen lui-même n'est pas suffisant. **Les solutions sont mondiales.** Encore faut-il que les diverses parties du monde soient partie prenante. Cela conduit à ce qu'elles s'organisent afin de ne pas subir le dictat de grandes nations qui se seraient arrangées entre elles : USA, Russie et Chine particulièrement.

L'Union européenne est un exemple de vie en commun sans précédent dans l'histoire. Mais, aujourd'hui, il ne s'agit plus de réaliser un grand marché, ni même de s'entendre sur quelques sujets sensibles avec une

méthode de plus en plus intergouvernementale. **Aujourd'hui, et demain plus encore, il s'agit d'avoir une dimension et des structures politiques suffisamment fortes pour compter et peser à la table des grands.**

La construction d'une fédération européenne est un projet politique que nous devons sans cesse rappeler et défendre. A l'approche du référendum irlandais qui va décider de l'avenir du Traité de Lisbonne, les fédéralistes français, réunis en assemblée générale à Lyon le samedi 26 septembre 2009 déclarent :

« L'idéal fédéraliste » est à l'origine du projet des « pères fondateurs » de l'Union européenne (UE), (Alcide de Gasperi, Robert Schumann, Konrad Adenauer...). Après l'échec de la Communauté européenne de défense (CED), et donc de la Communauté politique européenne (CPE) insufflée par les fédéralistes et Altiero Spinelli (1954), les gouvernements européens, inspirés par le fédéraliste Jean Monnet, ont adopté une approche plus pragmatique. Ils ont prôné la réalisation progressive de cet objectif par la mise en œuvre quotidienne des textes et des politiques, mais aussi par la révision régulière des Traités qui, depuis les traités de Rome (1957), ont créé les Communautés européennes.

Ce processus se heurte malheureusement à des obstacles émanant :

- de la réticence des États,
- de l'absence d'approfondissements suffisants de l'intégration pour accompagner l'élargissement constant de l'Union européenne depuis son origine ; le principal obstacle demeurant le principe de l'unanimité lors des prises de décision communautaires.
- de l'absence d'information de l'opinion publique,

Le Traité de Lisbonne peut être l'occasion d'un nouvel élan du processus fédératif :

son inspiration initiale, ses nouvelles dispositions institutionnelles, l'ouverture de nouveaux champs de compétences, l'assouplissement des clauses de révision sont autant de leviers pour progresser. **Cependant, il ne peut être considéré par les fédéralistes que comme une étape dans leur longue marche vers la démocratie internationale.**

Dans ce contexte, *L'Union des fédéralistes européens (UEF)* doit jouer un rôle utile tant sur le plan doctrinal que sur le terrain, par une action quotidienne visant à **l'émergence d'un gouvernement fédéral européen**

L'UEF s'engage à mener une action :

- de lobbying auprès des élus et autres multiplicateurs d'opinion aux niveaux local, national et européen ;

directement auprès de l'opinion publique, notamment en utilisant toutes les technologies d'information et de communication.

DEMANDE DES FEDERALISTES AU PARLEMENT EUROPEEN ET A LA COMMISSION EUROPEENNE

Résolution des fédéralistes français
réunis en assemblée générale à Lyon
le 26 septembre 2009

L'UEF France fait siennes les conclusions
du Bureau de l'UEF Europe,
réuni à VENTOTENE (Italie) le 5 septembre 2009
et demande que :

- **Le Parlement européen prenne toutes ses responsabilités afin** d'élaborer et d'approuver un système électoral uniforme pour l'UE dans son ensemble avant les prochaines élections européennes de 2014.
- La nouvelle Commission **propose**, conformément à la résolution du 28/03/07 du PE, un nouveau système de ressources propres de l'Union européenne **afin de permettre une augmentation du budget de l'UE tout en la rendant indépendante des seules contributions des Etats membres.**
- Face aux prochains rendez-vous du G20 et de la Conférence de l'ONU de Copenhague sur le changement climatique, la Commission doit faire des propositions pour que l'UE parle d'une seule voix dans les institutions mondiales **et compte sur le plan mondial.**
- A la Conférence de Copenhague, l'UE **doit** demander un plan mondial pour protéger la planète du changement climatique et de l'effondrement de la biodiversité.
- Aux G20 l'UE **doit** proposer une réforme du système monétaire international menacé d'une nouvelle crise financière internationale, tant qu'il **restera** basé **uniquement** sur un pilier national de plus en plus instable, le dollar ; **un panier de devises internationales, dont l'euro, le dollar et d'autres monnaies internationales doit impérativement être mis en place comme une étape vers une monnaie internationale.**

Par ailleurs, l'AG souligne que le programme du Président BAROSSO présenté au PE ne correspond à aucune des demandes de l'UEF, telles qu'elles ont été exprimées lors de son Congrès européen, réuni à Paris en octobre 2008. **Dans une telle situation les fédéralistes ne peuvent que prendre acte de la nomination par le Parlement européen du candidat du Conseil européen**

Adhérez à l'UEF France

Bulletin d'adhésion en page 16

Nouveaux responsables de l'UEF France

Jean-Guy GIRAUD, Président

Jean-Guy GIRAUD est un haut fonctionnaire européen, hors cadre depuis le 1 mai 2009. Ancien collaborateur d'Altiero SPINELLI et de Pierre PFIMLIN au Parlement européen, il a également été Secrétaire général (Greffier) de la Cour de Justice de l'Union européenne à Luxembourg puis du Médiateur européen à Strasbourg et Secrétaire de la Convention sur la Charte des droits fondamentaux de l'UE à Bruxelles. De 2001 à 2009, il a dirigé le Bureau du Parlement européen pour la France à Paris. Il demeure l'animateur du cercle des "Amis du Traité de Lisbonne" (renvoi à la rubrique "Futur de l'Europe" du site du Bureau du PE / Paris).

Alain REGUILLON, Secrétaire fédéral

Fonctionnaire territorial responsable d'un centre de formation professionnelle, Alain REGUILLON a été durant 10 ans Directeur adjoint de l'Association française du Conseil des communes et régions d'Europe auprès de Michel BARNIER, puis de Louis LE PENSEC. Militant associatif et européen depuis plus de 35 ans, il a été secrétaire administratif de la délégation française au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe et coordinateur d'un groupe d'appui technique auprès de la délégation française au Comité des régions de l'Union européenne. Auteur de nombreux articles et de trois livres sur l'Europe, Alain REGUILLON est Chevalier de la Légion d'honneur au titre des Affaires européennes.

Bureau

Membres élus par l'Assemblée générale ou la Commission nationale

Président : GIRAUD Jean-Guy (Ile de France), Vice-président : BILLION Jean-François (Rhône-Alpes), Secrétaire fédéral : REGUILLON Alain (Rhône-Alpes), Trésorier : THAURY Dominique (Ile de France), Membres : BANFI Florent (Ile de France, *JE F*), LAGIER Jeannie (Franche-Comté), TRUCHET Jean-Paul (Rhône-Alpes).

Membres de droit (Ordre alphabétique)

Les anciens présidents, pour autant qu'ils soient toujours adhérents, (art.9.1 alinéa 2 des statuts) et non élus par le Congrès assistent de droit aux séances de la commission nationale avec voix consultative.

CHAUVIN Jacques (Ile de France), GARIBALDI-JALLET Anita (Aquitaine) - GOUZY Jean-Pierre (Ile de France), (GORDIANI Albert-Marie (Rhône-Alpes), HUREAU Pascal (Ile de France), LAGIER Yves (Franche-Comté), (MEHEUT Martine (Ile de France)

Contact presse : Sandra FERNANDES
s.fernandes@open2europe.com

Contact site : Valéry-Xavier LENTZ
vlentz@gmail.com

Commission nationale

La commission nationale comprend les membres élus par le Congrès (ou assemblée générale), les représentants des régions et les anciens présidents (art. 9 des statuts). Le nombre de membres élus par l'assemblée générale comprend de 15 à 30 membres, à la discrétion du congrès.

Membres élus par l'Assemblée générale

BANFI Florent (IdF), CANET Géraldine (Alsace), COLMONT Didier (Idf), DARTEIL André-Pierre (Rhalp), DUCLUSAUD Jean-Louis (Midi-Pyrénées), GIRAUD Jean-Guy (IdF), LAGIER Jeannie (Franche-Comté), LE JEHAN Frédéric (Alsace), MALVIGUE Henna (Rhalp), MATHIEU Jean-Baptiste (Alsace), MAURY Florence (Rhalp), POTY François (IdF), POTY Jacqueline (IdF), PREVEL Jean-Luc (Rhalp), REGUILLON Alain (Rhalp), SCHNEIDER ADDAE MENSAH (Alsace), THAURY Dominique (IdF) et TRUCHET Jean-Paul (Rhalp)

Membres de droit (Ordre alphabétique)

Les anciens présidents, pour autant qu'ils soient toujours adhérents, (art.9.1 alinéa 2 des statuts) et non élus par le Congrès assistent de droit aux séances de la commission nationale avec voix consultative.

CHAUVIN Jacques (IdF), GARIBALDI-JALLET Anita (Aquitaine), GOUZY Jean-Pierre (IdF), GORDIANI Albert-Marie (Rhalp) Hureau Pascal (IdF), LAGIER Yves (Franche-Comté), MEHEUT Martine (IdF).

Représentants des sections régionales

Les régions sont représentées à la commission nationale par 1 membre titulaire ou son suppléant (Art. 5.5 et art. 8.7 des statuts) :

MOREL Léna (Alsace), MENNERAT François (Franche-Comté) ; BONNIN Patrick (IdF) ; FERAL Philippe (Midi-Pyrénées), BILLION Jean-François (Rhône-Alpes).

Représentants au Comité fédéral de l'UEF Europe

L'UEF dispose actuellement de 4 sièges au Comité fédéral de l'UEF Europe : J-F BILLION et J-G GIRAUD désignés par l'UEF France, J-B MATHIEU et M MORIN, élus par le Congrès de Paris de l'UEF Europe. J-G GIRAUD siège également au Bureau de l'UEF Europe

Représentants au Mouvement Européen-France

L'UEF France dispose de 3 sièges au Conseil national du MEF, J-G GIRAUD, J-F BILLION et A REGUILLON. J-G GIRAUD siègeant aussi à son Comité directeur

Représentant au Mouvement fédéraliste mondial - WFM

J-F BILLION siège également au titre de l'UEF France au Conseil mondial du World Federalist Movement

Calendrier prévisionnel de l'UEF France (au 10 novembre)

Conseil national et Comité directeur du Mouvement Européen France

Vendredi 27 novembre à Paris

Commission nationale

mardi 16 janvier à Paris

samedi 12 juin à Toulouse (Assemblée générale extraordinaire pour réviser les statuts. Commission nationale élargie)

samedi 25 septembre à Lyon (au lendemain de l'Université d'automne des Fédéralistes de Rhône-Alpes)

4 décembre à Strasbourg

Bureau

Mercredi 15 octobre à Paris

samedi 12 décembre à Lyon

samedi 24 avril à Besançon

samedi 5 novembre à Paris.

Etats généraux de l'Europe

Samedi 17 avril à Strasbourg (Atelier proposé par l'UEF France)

Communiqué de presse de l'UEF France

Paris, le 28 octobre 2009

Présidence de l'Union européenne Les fédéralistes français soutiennent Jean-Claude JUNKER

Monsieur Jean-Claude JUNCKER a officiellement annoncé sa disponibilité pour le poste de premier Président permanent du Conseil européen.

Le premier Ministre luxembourgeois et actuel Président de l'Euro groupe a depuis longtemps démontré son expérience et son engagement en matière européenne.

Il remplit mieux que tout autre candidat- les conditions implicitement posées pour le poste : ressortissant d'un petit Etat membre en règle avec l'ensemble des acquis de l'Union, possédant une expérience approfondie des institutions européennes et pouvant s'exprimer dans plusieurs langues des pays membres.

Manifestant une personnalité forte, consensuelle et susceptible de recueillir la confiance et l'estime de l'opinion publique, Jean-Claude JUNCKER demeure attaché à la poursuite de l'intégration européenne en ayant une vision claire de son avenir.

La candidature de Jean Claude JUNCKER devrait recueillir l'accord d'une majorité qualifiée des Etats membres dont celui de la France et de l'Allemagne. Le désaccord d'une minorité d'Etats -même avec le Royaume Uni- ne saurait empêcher cette nomination que soutiennent sincèrement les fédéralistes français, cette personnalité figurant d'ailleurs parmi les nominés qu'ils avaient désignés lors d'une réunion le 15 octobre à PARIS.

En toute hypothèse, les positions et le vote de chaque Etat membre au sein du Conseil doit être rendus publics.

Lettre de l'UEF-France à l'Intergroupe fédéraliste du PE

A l'attention de Messieurs Andrew DUFF et Bruno BOISSIERE

(...) Le PE va bientôt procéder aux auditions des candidats-commissaires. Parmi les questions écrites qui leur seront posées, l'UEF - France suggère à l'Intergroupe fédéraliste de proposer la question suivante liée à l'« engagement européen » des candidats (engagement expressément cité comme l'un des trois critères de base pour la sélection des candidats dans le rapport DUFF de juillet 2008).

ENGAGEMENT EUROPEEN DES CANDIDATS

1. Souscrivez vous sans réserve à l'objectif permanent et central de l'UE tel que stipulé dans les préambules du TUE, du TFUE et de la Charte des droits fondamentaux ?

- « Résolus à franchir une nouvelle étape dans le processus d'intégration européenne engagé par la création des Communautés européennes (...) » (TUE) ;
- « Dans la perspective des étapes à franchir pour faire progresser l'intégration européenne (...) » (TUE) ;
- « Résolus à poursuivre le processus créant une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens » (...) (TUE) ;
- « Déterminés à établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens (...) » (TFUE) ;
- « Les peuples d'Europe, en établissant entre eux une union de plus en plus étroite, ont décidé de partager un avenir pacifique fondé sur des valeurs communes (...) » (Charte) ?

2. Seriez vous prêt à vous engager à faire évoluer les traités actuels, y compris celui de Lisbonne, en reprenant le chantier d'une Constitution européenne ?

3. Adhériez vous à la perspective d'une fédération européenne telle qu'annoncée dans la Déclaration Schuman dont le PE fêtera le 60^{ème} anniversaire le 9 mai 2010 ?

Cette question pourrait être déposée par la Commission des affaires constitutionnelles (...)

Vie de l'UEF Europe

Comité fédéral (et Séminaire JEF / UEF de Berlin) - 24 et 25 octobre

Le Comité fédéral de l'UEF s'est réuni à Berlin, sous la présidence de Andrew DUFF, le dernier week end d'octobre. Il avait été précédé la veille par une Conférence sur le thème « Europe, fédération ou confédération - Où va l'Europe après le Traité de Lisbonne ? », organisé avec l'aide de la représentation de la Commission européenne en Allemagne, puis par un Séminaire organisé pour les

responsables de la JEF et de l'UEF avec l'aide de l'Institut Altiero Spinelli d'études fédéralistes, sur le thème « Pourquoi un gouvernement fédéral européen ? ». Nous publions ci-dessous le texte de la résolution politique adoptée. Les autres résolutions sont disponibles sur le site de l'UEF Europe.

RÉSOLUTION POLITIQUE

L'Union des fédéralistes européens, réunie en Comité fédéral à Berlin les 24-25 octobre 2009, a voté la résolution suivante :
Rappel des décisions du congrès de l'UEF à Paris d'octobre 2008,

1. félicite les Irlandais(e)s, et les personnes qui ont conduit la campagne irlandaise de référendum, pour leur approbation massive du Traité de Lisbonne le 2 octobre ;
2. accueille favorablement le fait que le traité soit maintenant soutenu par les décisions démocratiques dans chacun des vingt-sept Etats de l'Union ainsi que par le Parlement européen ;
3. note la ratification du traité du président de la Pologne le 9 octobre ;
4. insiste sur le fait que le président tchèque Vaclav Klaus accepte la volonté des deux chambres du Parlement tchèque et ratifie le traité immédiatement ;
5. regarde de toute façon vers l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne le plus rapidement possible ;
6. prend note des orientations politiques de M. José Manuel Barroso, président désigné de la Commission européenne ;
7. invite le Conseil européen, lors de sa réunion des 29-30 octobre, à nommer, selon l'esprit de Lisbonne, les vingt-six autres membres de la Commission, y compris le Vice-président(e), le Ministre des affaires étrangères et le Président du Conseil européen ; insiste sur le fait que tous les candidats et particulièrement ce premier Président à plein temps du Conseil européen devraient avoir des résultats avérés d'engagement à l'intégration politique ;
8. Incite le Parlement européen pour procéder rapidement afin d'auditionner tous les candidats à la nouvelle Commission, et pour insister sur les éléments suivants dans le programme du nouveau collège au cours des cinq années à venir :
 - (i) un engagement à un examen radical du budget et des finances de l'UE en vue de créer un système plus transparent, progressif et dynamique, apte à soutenir la reprise économique et à aborder les grands défis comme la cohésion sociale de la société et celui du changement climatique ; un budget plus important dans lequel les Etats approuvent un transfert progressif des dépenses au niveau de l'UE où il y a de la plus-value en termes d'économies d'échelle, d'efficacité économique et de dépassement de la crise du marché ;
 - (ii) la création d'un « **Comité Delors II** », composée d'experts extérieurs, pour réviser les dispositions de l'union économique et monétaire avec l'objectif de créer un contrôleur financier unique au niveau de l'UE, pour développer une véritable politique économique commune soutenue par un budget approprié, financé par des euro-taxes, le trésor de l'UE et l'émission d'obligations de l'UE, et pour donner à l'Eurogroup sa vraie autorité politique et fiscale, y compris une représentation unique au FMI afin de promouvoir une réforme du système monétaire international ;
 - (iii) soutenir les négociations globales sur le changement

climatique avec des efforts soutenus afin d'adopter et de mettre en oeuvre internationalement des mesures contraignantes dans lesquelles l'Europe prend la tête pour la création d'une Organisation mondiale de l'environnement, dotée de pouvoirs limités mais réels et de ressources financières suffisantes fournies par une Taxe carbone mondiale comprenant le financement par les pays industrialisés d'une part significative des coûts de mise en oeuvre des pays moins développés, et le développement de nouveaux moyens de gouvernance globale ;

(iv) un engagement pour établir une politique sociale européenne conçue pour adresser les conséquences préjudiciables de la crise financière actuelle et ses répercussions, en ce qui concerne les pertes d'emploi et les conséquences négatives pour les citoyens, notamment la pauvreté et l'exclusion sociale, particulièrement dans le cadre du suivi à la stratégie de Lisbonne à adopter en 2010 ;

(v) la mise en oeuvre rapide des dispositions du Traité de Lisbonne pour un Service diplomatique européen efficace, transparent et démocratiquement responsable de la création du Service d'action externe comme, attaché aux fins budgétaires et administratives à la Commission, à laquelle on donne tous les moyens nécessaires pour conduire une politique extérieure européenne active, notamment dans les domaines de la prévention des conflits, de la construction de la paix, de la gestion et du désarmement civil et militaire des crises ; facilitation de l'émergence d'un groupe principal d'Etats pour forger une défense commune, y compris la mise en commun des dépenses militaires et l'intégration par l'accroissement des capacités de défense, qui devraient être mises à la disposition permanente des Nations unies ;

(vi) le déploiement de tous les nouveaux instruments et actifs accordés par le Traité de Lisbonne au développement des politiques communes dans la justice et les affaires intérieures afin de satisfaire la demande des citoyens et des Etats pour une meilleure sécurité et une protection plus forte des libertés civiles et des droits fondamentaux ;

(vii) la réforme pour les élections au Parlement européen de 2014, de sorte qu'un certain nombre de parlementaires européens soit élu sur des listes transnationales par un collège électoral de toute l'UE ; une réforme qui promouvra le développement rapide d'un système de partis politiques européens et personnalisera et politisera la campagne électorale, renforçant ainsi le lien entre les citoyens, le Parlement et l'exécutif européen, et promouvant la démocratie européenne ;

9. Reconnaît la nécessité, à la lumière du Traité de Lisbonne, de rafraîchir le débat sur l'objectif de l'Europe fédérale et de réviser les moyens de construire une démocratie européenne unie ; encourage l'exploitation de toutes les améliorations démocratiques contenues dans le traité, y compris les initiatives citoyennes et autres aspects de démocratie participative et de consultation de société civile ;

10. Adresse cette résolution au Conseil européen, à la Commission européenne, au Parlement européen et aux partis politiques européens.

Vie du *World Federalist Movement* - WFM

Conseil international du WFM à New York

Après La Haye, en novembre 2008, c'est dans la banlieue de New York que s'est réuni cette année le Conseil international du *Mouvement fédéraliste mondial*, auquel sont associés la JEF et l'UEF. Il a été l'occasion d'officialiser l'accord de l'ancien Ministre des affaires étrangères du Canada, Lloyd Axworthy (lui-même ancien militant fédéraliste), d'être l'un des deux co-présidents du WFM. Le prochain Conseil, à Buenos Aires à l'automne 2010, devrait être l'occasion de confirmer le nom de l'autre co-président du mouvement, si possible une femme du sud du monde.

Des représentants de diverses sections de l'UEF (*Federal Union* britannique, *MFE* italien et *UEF France*) et deux membres de la JEF Norvège, mais aussi Joan Marc Simon, Secrétaire général de l'UEF Europe, ont participé aux trois jours de travaux. Le *Mouvement Européen International* avait lui aussi envoyé, pour la 1^{ère} fois, son Secrétaire général comme observateur. La quarantaine de participants provenaient d'une vingtaine de pays (Allemagne, Argentine, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Hollande, Inde, Italie, Japon, Mexique, Népal, Norvège, République dominicaine, Suisse). Nous publions ci-après le rapport de Joan Marc Simon au Comité fédéral de l'UEF Europe.

La semaine dernière j'ai eu le plaisir de participer à la réunion du Conseil international du [World Federalist Movement](http://www.worldfederalist.org) et je pense utile d'écrire à l'intention de notre Comité fédéral un rapport afin de lui donner une information sur les domaines dans lesquels sont actifs les fédéralistes mondiaux.

Le WFM est présent sur les cinq continents, de manière variée, et les dimensions de ses organisations membres varient également selon les pays. Il y a encore quelques années le WFM était considéré comme une organisation idéaliste proposant des objectifs irréalistes et irréalisables ; la vérité est qu'avec la nouvelle réforme des Nations unies, la crise économique et financière et les problèmes du changement climatique les idées du WFM sont actuellement à l'avant-poste des discussions et qu'il est devenu une organisation suivie de près dans les cercles de l'ONU.

Il y a seulement 15 ans, le WFM était une organisation sur le déclin avec seulement trois permanents ; il est actuellement une organisation en développement avec plus de 30 personnes employées (la grande majorité pour des « projets »).

Vous trouverez ci-dessous un rapide aperçu des principaux projets conduits par le WFM;

Coalition pour la Cour pénale internationale (<http://www.iccnw.org/>)

Le WFM a lancé l'idée de la Cour pénale internationale il y a quelques décennies, et a lancé la « campagne » il y a 15 ans. Comme nous le savons la CPI est une réalité depuis 2002, mais la coalition continue son action pour que de nouveaux pays ratifient le traité. Aujourd'hui la Coalition des ONG pour la CPI, est un réseau de 2500 organisations dans le monde, et est dotée d'un budget annuel de quelques 5 millions de US \$. Le WFM en assure depuis l'origine le secrétariat.

Responsabilité de protéger (<http://www.responsibilitytoprotect.org/>)

La *Coalition internationale pour la Responsabilité de protéger* a été lancée dernièrement et se développe jour après jour. La

Responsability to Protect (RtoP ou R2P) est une nouvelle norme de sécurité internationale et de droits humains destinée à pallier l'incapacité de la communauté internationale à prévenir et stopper les génocides, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité. Elle a actuellement un budget de plus de 860.000 US \$ et le support de nombreux gouvernements et fondations.

Campagne pour l'Assemblée parlementaire des Nations unies (UNPA) (<http://en.unpacampaign.org/news/433.php>)

La Campagne pour l'UNPA est un réseau de parlementaires et d'ONG réclamant une représentation des citoyens au sein des Nations unies. La *Campagne* a été lancée en 2007 et à son quartier général à Berlin. L'UEF en est membre. Le budget est de 270.000 US \$.

A titre personnel je voudrais identifier trois points qui pourraient aider au développement de l'UEF :

- l'importance de définir un message en faisant plus que de « prêcher » ;
- l'importance (et la capacité) de mettre en place des coalitions ;
- l'importance de mener des « projets » susceptibles de financer et d'apporter une valeur ajoutée à l'organisation (des pays comme la Belgique ou la Suède, ou des fondations comme la Fondation Ford ne financeraient jamais le fédéralisme mondial mais ils financent de tels types de projets).

Etant donné que les fédéralistes mondiaux ont l'expérience de mener des projets importants et des contacts avec de nombreux donateurs et institutions, je vais explorer la possibilité de mener un tel projet (qui soit en accord avec les domaines d'intérêt et les politiques de l'UEF).

Joan Marc SIMON
Secrétaire général UEF Europe

Campagne pour une Assemblée parlementaire des Nations unies (UNPA) Des parlementaires se mobilisent

Sous l'égide de la *Campagne pour une Assemblée parlementaire des Nations unies (CCAPNU)*, animée par le *Comité pour des Nations unies démocratiques (KDUN)* basé à Francfort, et soutenue par le *WFM*, la *JEF* et l'*UEF*, des parlementaires de trois grandes régions du monde se sont unis afin de développer leurs activités visant à la création d'un organe élu au sein des Nations unies. Récemment, lors d'une téléconférence internationale, ils ont formellement créé le Groupe parlementaire consultatif de la Campagne ; il la conseillera sur les questions politiques majeures et est considéré comme le point de départ du développement d'un réseau mondial de parlementaires demandant la création d'un véritable organe parlementaire au niveau mondial.



Fernando IGLESIAS lors d'une Conférence organisée par l'UEF Rhône-Alpes à la Maison de l'Europe de Lyon
- Photo J.L. PREVEL

« A ce jour, plus de 600 parlementaires, originaires d'au moins 90 pays, soutiennent l'Appel lancé par la Campagne pour la création d'une Assemblée parlementaire de l'ONU. Notre but est d'établir un contact avec nos collègues afin de stimuler les initiatives parlementaires au sein de leur parlement national et régional », a déclaré Fernando Iglesias, l'un des deux co-présidents élus du groupe et membre de la Chambre des députés argentine. Le parlement argentin, Sénat et Chambre des députés, a en août dernier, été le premier parlement national du monde à adopter une résolution appelant à la création d'une Assemblée parlementaire de l'ONU. Rappelons également que Fernando Iglesias est l'un des fondateurs du mouvement fédéraliste argentin *Democracia Global* et membre du Conseil international du *WFM*.

« La conception du système actuel de gouvernance mondiale présente deux défauts majeurs : le manque de contrôle démocratique, ainsi que la participation limitée des représentants élus à la prise de décision et aux négociations mondiales », a commenté Jo Leinen, membre du Parlement européen, ancien Président de l'*UEF Europe* et de la Commission des affaires institutionnelles du PE et second coprésident du groupe. « Un parlement mondial doit être créé le plus rapidement possible. Il permettrait de trouver des solutions plus efficaces pour résoudre les problèmes mondiaux tels que la crise financière, le changement climatique et le terrorisme. La création d'un groupe parlementaire consultatif est une étape très importante pour notre campagne », a déclaré Johnson Bartile Toskin, membre du Parlement ougandais et vice-président désigné par le groupe.



Jo LEINEN - Photo P.E.

Lors de ces discussions préliminaires, il a entre autres été souligné que la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (*COP15*) de décembre 2009 à Copenhague représenterait une bonne opportunité d'insister sur le besoin d'une véritable démocratisation au niveau mondial. Fernando Iglesias a demandé à ce sujet : « Qui peut encore croire que les gouvernements et les *leaders* nationaux, choisis pour défendre les intérêts de leur pays et pour traiter avec leurs clients politiques et économiques, pourraient résoudre ce problème dans l'intérêt du bien commun mondial ? »

Les sept membres fondateurs du groupe sont :

Kshanand Sunil DOWARKASING, membre de l'Assemblée nationale (*Mouvement socialiste mauricien*) et membre du Parlement panafricain, île Maurice ; Sonia ESCUDERO, membre du Sénat (*Partido Justicialista - 8 de Octubre*) et Secrétaire générale du Parlement latino-américain, Argentine ; Fernando IGLESIAS, membre de la Chambre des députés (*Coalición Cívica*) et membre du Parlement latino-américain, Argentine ; Jo LEINEN, membre du Parlement européen (Groupe socialiste et démocrate), Allemagne ; Edward McMILLAN-SCOTT, Vice-présidente du Parlement européen, Royaume-Uni ; Johnson BARTILE TOKSIN, membre du Parlement (*National Resistance Movement*) et membre du Parlement panafricain, Ouganda ; Graham WATSON, membre du Parlement européen (*Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe*), Royaume-Uni.

Après le Parlement européen, le Parlement de l'Union africaine, le Parlement latino-américain, le Parlement argentin, ... l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a voté le 29 septembre une résolution en faveur de la création d'une Assemblée parlementaire des Nations unies.

Vie de l'UEF France

Université d'automne des Fédéralistes de Rhône-Alpes - Lyon - 27 septembre

L'Université d'automne des fédéralistes de Rhône-Alpes 2009, organisée annuellement par l'UEF Rhône-Alpes, en partenariat avec les JE Lyon, Europe Info, la Maison de l'Europe de Lyon, le Mouvement Européen Rhône et Presse fédéraliste, a réuni cette année plus de 70 participants dans une atmosphère studieuse et détendue. Nous publions ci-dessous le compte-rendu de la table ronde qui l'a clôturée.

« Le rôle du Parlement européen, dans la démocratisation et le renforcement du gouvernement de l'Union européenne »

Benoît COURTIN

Président des *Jeunes Européens - Lyon*



Benoît COURTIN, durant son intervention - Photo D. COLMONT

Les intervenants à cette table ronde étaient Messieurs Alain Lipietz, député européen Verts / ALE (1999- 2009), Bruno Boissière, secrétaire de l'Intergroupe fédéraliste au Parlement Européen, Guido Montani, Vice-président de l'UEF Europe et Jean-Guy Giraud, Vice-président de l'UEF France et ancien Directeur du bureau du Parlement européen pour la France.

Les députés européens élus en juin 2009 dans la circonscription du Grand Sud-est, Damien Abad (*Nouveau Centre - PPE*) et Sylvie Guillaume (*Parti socialiste - Socialistes et Démocrates*) avaient confirmé leur participation mais ont dû l'annuler, parfois dans la journée même. D'autres parlementaires européens s'étaient également excusés précédemment comme Mesdames Françoise Grossetête, Malika Benarab-Attou (*Europe Ecologie*) et Michèle Rivasi (*Europe Ecologie*), et Messieurs François Alfonsi (*Europe Ecologie-ALE*) et Jean-Luc Bennhamias (*MODEM-ALDE*). Nous avons regretté ces absences, plus particulièrement celles de Messieurs Abad et Alfonsi, membres de l'Intergroupe fédéraliste du Parlement européen, et M. Alain Réguillon, du Comité directeur de l'UEF Rhône-Alpes, qui animait la rencontre a tenu à remercier chaudement les participants et plus particulièrement M. Alain Lipietz, présent malgré sa campagne électorale en cours dans les Yvelines.

Le tour de table a commencé par une intervention d'Alain Lipietz, selon lequel un passage au Parlement européen permet de devenir plus européen. Il prétend que le Parlement européen est une école européiste pour les cadres politiques des différents pays. L'ancien député européen précise ensuite que s'il y a des souverainistes au Parlement européen, c'est qu'ils le sont avant de siéger à Bruxelles sur la scène politique nationale. En aucun cas un député européen ne devient eurosceptique en siégeant au Parlement européen.

L'ex-élu des Verts opère ensuite une distinction entre les eurosceptiques et les europhobes, tous deux représentés à

l'assemblée européenne : les premiers siégeaient au sein du groupe UEN (*Union pour l'Europe des Nations*) et aujourd'hui dans le groupe ERC (*European Reformists and Conservatives*) et les seconds siégeaient au sein de l'ID (*Identité Démocratie*) et aujourd'hui dans le groupe EFD (*Europe Freedom Democracy*). Alors que les europhobes n'ont absolument rien fait dans la lutte contre la crise financière et économique, le groupe des eurosceptiques de l'UEN a parfois réagi d'une façon « étonnante » en faisant des propositions européistes. Alain Lipietz en apporte la preuve avec un discours selon lui très européen de Cristiana Muscardini (*Alleanza Nazionale - UEN*). L'eurodéputé écologiste précise en revanche que pour les communistes, c'est un peu plus compliqué mais que globalement, ils deviennent plus ou moins fédéralistes lors de leur passage au Parlement européen.

Pour Alain Lipietz, le Parlement européen est une instance à caractère fédéral (pas toujours selon les comportements) mais c'est l'institution qui permet le mieux de visualiser le côté fédéral de l'Europe d'aujourd'hui. Par contre, il précise que le fonctionnement de l'Union européenne n'est pas fédéraliste mais intergouvernemental. En prenant l'exemple qu'il connaît certainement le mieux, celui de la lutte contre le changement climatique, Alain Lipietz rappelle qu'il y a codécision et majorité qualifiée pour le marché d'émission de gaz à effet de serre alors que les systèmes de taxation des gaz à effet de serre sont du strict ressort du Conseil avec la règle de l'unanimité.

Avec la maxime, « qui tient le chéquier, tient la décision », Alain Lipietz a voulu dire que le Parlement européen votera l'aspect dépense de la nouvelle politique agricole commune en donnant des lignes rouges au Conseil.

Par rapport au renouvellement du mandat de José Manuel Barroso, Alain Lipietz rappelle qu'il est légitime que ce soit un représentant du PPE au poste de Président de la Commission dans la mesure où c'est le PPE qui a remporté les élections européennes. Mais selon l'ex-eurodéputé, il y a un problème sur le fait que des élus Socialistes et Démocrates aient eux aussi voté pour l'ancien Premier ministre portugais. Cela fait peser le risque que le Président de la Commission ne devienne Secrétaire général du Conseil de l'UE plutôt que d'assurer sa mission. Ainsi, le vrai Président de l'UE, serait le Président du Conseil de l'UE. Ce vote contre les idées politiques fait émerger un problème récurrent au sein du Parlement européen : les députés votent toujours comme leur parti lorsque ce parti est au pouvoir dans leur Etat plutôt que de voter comme les autres députés du même groupe. Les partis politiques européens ne sont en réalité encore que des confédérations de partis nationaux.

Bruno Boissière a ensuite pris la parole pour exposer les missions et les objectifs de l'Intergroupe fédéraliste du Parlement européen. Selon lui, s'il est vrai que le Parlement européen s'europhobise, il ne se renouvelle pas moins de moitié à chaque élection et il faut alors recommencer le travail.

Si l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct est une bonne chose (à retravailler cependant dans les détails

pour gagner en cohérence), il faut néanmoins renforcer la *parlementarisation* du travail. Par rapport à la décision de la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe, Bruno Boissière émet l'idée d'une Cour constitutionnelle européenne au dessus des cours constitutionnelles des Etats membres. Ce rôle pourrait être tenu par la Cour de Justice de l'Union européenne. Le Secrétaire de l'*Intergroupe fédéraliste* regrette aussi qu'au sein des partis plus européens ressurgissent des attitudes nationales (notamment la fonte de l'*Alleanza Nazionale* dans le grand parti italien de Berlusconi). M. Boissière regrette aussi le manque de cohérence du groupe S&D et sa faiblesse numérique et rappelle que les attitudes des *Libéraux* et *Démocrates* sont très différentes d'un pays à un autre avec les démocrates français ou les libéraux allemands par exemple. Selon lui, il en va de même à propos des Verts.



De gauche à droite, JG GIRAUD, A LIPIETZ, A REGUILLON, B BOISSIERE et G. MONTANI – Photo Florence MAURY

Mais devant ce constat, Bruno Boissière est convaincu que l'*Intergroupe fédéraliste* peut jouer le rôle d'aiguillon. Sa vision de l'intergroupe est qu'il a le but de rassembler tous les pro-européens militants engagés et les fédéralistes. Il a d'ailleurs donné la liste des 47 premiers députés à rejoindre l'*Intergroupe*. Les plus nombreux sont ceux du PPE mais proportionnellement au nombre d'élus ce sont les Verts et les *Libéraux* et *Démocrates* les plus impliqués. En terme de nationalité, il y a déjà 12 Allemands, 7 Français et 6 Italiens. En revanche, encore aucun élu socialiste français.

L'objectif avoué de l'*Intergroupe* est de rassembler 10 % des députés européens avant la fin de l'année 2009 et de passer la barre des 180 membres en 2 ans pour devenir virtuellement le deuxième groupe du Parlement européen.

Parmi les grands chantiers à mettre en œuvre au cours de cette législature, il y a bien évidemment la mise en œuvre du Traité de Lisbonne, mais aussi l'uniformisation des systèmes électoraux pour l'élection des députés européens. Autre bataille : la réforme du financement de l'UE pour affronter les défis posés par l'économie. Enfin, l'*Intergroupe* souhaite remettre sur la table les questions constitutionnelles.

Bruno Boissière a enfin affirmé qu'il faut « jouer en avance, en amont et ne pas suivre le cours des choses, il faut jouer massif et collectif, il faut sortir de nos cloisons ». En rappelant que les fédéralistes ne sont plus aussi puissants qu'autrefois, M. Boissière propose de mener les combats avec la société civile notamment pour la réalisation du droit d'initiative populaire proposée par le Traité de Lisbonne et ainsi recueillir un million de signatures sur des projets précis.

C'est ensuite Guido Montani qui s'est exprimé. Après avoir fait un rappel historique des liens entre les forces de la société civile et le Parlement européen avec notamment la création de l'*Intergroupe fédéraliste* par Jo Leinen suite à l'échec de la réforme Spinelli. Selon Guido Montani, il faut continuer cette

dynamique. Mais pour lui, le fait qu'il y ait des forces antifédéralistes au Parlement européen (les groupes ERC et EFD) pose un problème aujourd'hui.

Guido Montani démontre aussi que la volonté du Président de la République française de renforcer encore plus les liens franco-allemands va finir par créer un directoire des pays les plus forts sur les autres Etats membres, ce qui est bien loin de la pensée de Robert Schuman.

Pour Guido Montani, le Parlement européen doit devenir une force pour changer l'Europe. Il appelle à une coopération entre l'*Intergroupe fédéraliste*, la JEF et l'UEF qui doivent marcher en avant.

Enfin, Jean-Guy Giraud a pris la parole pour clore le tour de table. D'emblée, il avance deux contre exemples à la thèse d'Alain Lipietz sur l'eupéanisation des députés européens. Selon lui, les députés Michel Rocard et Jean-Louis Bourlanges sont au contraire devenus sceptiques au fil du temps. Ceci dit, il pense que la grande chance du projet fédéraliste c'est qu'il n'y en a pas d'autres.

Jean-Guy Giraud est ensuite revenu sur l'élection européenne des 4 au 7 juin 2009. Pour lui, les 40 % seulement de participation ne sont pas insatisfaisants compte tenu de l'âge de l'UE. La participation européenne ne souffre pas de la comparaison avec la participation aux élections aux Etats-Unis qui ont eux plus de 230 ans. Mais il est persuadé que l'incitation au devoir civique est le premier devoir du gouvernement et que celui-ci ne l'a pas accompli. L'ancien responsable du bureau du Parlement européen pour la France a aussi épinglé la « catastrophique » politique d'information de la Commission européenne tout en proposant de créer une commission d'enquête parlementaire sur la politique de communication de la Commission.

S'exprimant au sujet de l'arrêt de la Cour de Karlsruhe, Jean-Guy Giraud estime qu'il ne doit pas faire peur aux Européens. Il s'agit selon lui d'un *obiter dictum* et que la Cour constitutionnelle n'a fait qu'« enfoncer des portes ouvertes ».

M. Giraud est aussi revenu sur la polémique relative à la ratification par la République tchèque du Traité de Lisbonne. Il est, pour lui, invraisemblable qu'une dizaine de sénateurs tchèques bloquent 26 Etats et près de 500 millions de citoyens. Il faut alors changer les règles pour éviter ce genre de situation et proposer des modifications des Traités pour aller de l'avant.

Enfin, le vice-président de l'UEF France est revenu sur la politique d'élargissement de l'UE. Pour lui, avec l'élargissement de l'Union, le sentiment d'appartenance à l'Europe se distend et il faut ainsi se montrer très prudent pour l'avenir. Tout en saluant le travail du Commissaire à l'élargissement Olli Rehn et de son administration, M. Giraud pense qu'il n'est pas souhaitable d'avoir un commissaire chargé de cette question et qu'il vaudrait mieux regrouper cette tâche avec celle des relations extérieures. Il rappelle pour terminer que parmi les critères de Copenhague relatifs aux élargissements, il faut prendre en compte la capacité de l'Union de recevoir de nouveaux adhérents.

Après une série de questions du public, il est notamment ressorti que Mme Sylvie Goulard, députée européenne et présidente du *Mouvement Européen - France* a rejoint l'*Intergroupe fédéraliste* sans y avoir matériellement adhéré. Au jour où ce compte-rendu est rédigé, Mme Goulard est désormais membre à part entière de l'*Intergroupe fédéraliste du Parlement Européen*. Par contre Daniel Cohn-Bendit n'a toujours pas franchi officiellement le pas même s'il connaît bien les membres de l'Intergroupe et s'en sert parfois dans ses combats politiques.

Intergroupe fédéraliste au Parlement européen

Réunion d'information de l'Intergroupe fédéraliste - Strasbourg



Le Comité d'animation de l'Intergroupe fédéraliste au Parlement européen, présidé par le Député européen britannique Libéral-démocrate (groupe ALDE) Andrew DUFF, également Président de l'UEF Europe, et dont le Secrétaire est Bruno BOISSIERE, ancien parlementaire européen (Verts) et ancien Secrétaire général de l'UEF, a déjà organisé plusieurs réunions durant les sessions parlementaires de la nouvelle législature, à Bruxelles comme à Strasbourg. A fin octobre 57 parlementaires européens y avaient déjà adhéré, venant des 4 principaux groupes (PPE, Socialistes et démocrates, ALDE, et Verts/ALE).

Ces parlementaires représentent par ailleurs 19 des 27 pays membres de l'Union européenne (Belgique, Bulgarie, Tchéquie, Allemagne, Irlande, Grèce, Espagne, France, Italie, Lituanie, Luxembourg, Hongrie, Autriche, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Suède et Grande-Bretagne).

Du côté des Jeunes Européens France... et de la JEF Europe

Le 15 juillet à Strasbourg, les JEF ont rappelé aux députés européens leurs obligations et interpellé le nouveau Président du PE



Les JEF au Parlement européen le 15 juillet accueillent les députés

A l'occasion de la session de rentrée du nouveau Parlement européen le mardi 14 juillet 2009 à Strasbourg, une vingtaine de membres des JEF, membres des JE Strasbourg ou venant de Bruxelles, ont accueilli les nouveaux députés à l'entrée du Parlement européen et leur ont rappelé la nécessité impérieuse de rapprocher les citoyens de l'Europe.

Les JEF se devaient d'être là pour la première session plénière du nouveau Parlement européen et de rappeler aux nouveaux députés leur responsabilité : le nouveau Parlement devra lutter pour retrouver la confiance des citoyens, 30 ans après sa première élection au suffrage universel direct. Dans une démocratie, le pouvoir appartient aux citoyens. Par conséquent, une démocratie sans citoyens n'a pas de pouvoir.

*Pour une Europe forte
répondant aux préoccupations des citoyens*

Cette action fut l'occasion d'attirer l'attention des nouveaux députés sur l'importance d'une Union européenne plus forte. Dans une lettre ouverte adressée au nouveau Président du Parlement européen, Jerzy Buzek (lien vers : <http://www.jeunes-europeens.org/spi>), les JEF soulignent les sujets qui peuvent

rétablir la confiance entre les citoyens et les institutions européennes, en particulier le Parlement européen :

- une politique économique européenne pour assurer la croissance, l'emploi et un développement durable en particulier au bénéfice des jeunes populations ;
- une Agence européenne de l'énergie et de l'environnement pour assurer un leadership mondial dans la lutte contre le réchauffement climatique et pour gérer une Réserve énergétique européenne afin garantir à l'UE une indépendance stratégique.
- un droit d'initiative citoyenne afin de faire entendre la voix des citoyens européens ;
- un service civil européen pour promouvoir la citoyenneté européenne parmi les jeunes ;
- une réforme du mode de scrutin afin d'éviter des débats nationaux lors des prochaines élections européennes.

Seules des actions et des avantages concrets de l'UE dans nos vies quotidiennes pourront nous rendre fiers et amoureux du projet européen.

Les JEF demandent également au Parlement européen d'exercer son droit de lancer la procédure de révision des traités -comme le prévoit le Traité de Lisbonne- pour donner à ces réformes l'indispensable cadre constitutionnel et législatif, et pour donner aux citoyens européens un véritable gouvernement fédéral.

Des citoyens amoureux de leur Europe !

Vingt ans après la chute du mur de Berlin, la nomination d'un Polonais à la tête du Parlement européen est un formidable symbole de l'unité retrouvée de l'Europe qui connaît aujourd'hui la liberté et la démocratie sur tout son territoire. Aux députés européens maintenant de faire vivre cette démocratie et de rendre les citoyens européens amoureux de cette aventure unique au monde.

Montrant l'exemple, les JEF ont invité les nouveaux députés à se joindre au nouvel intergroupe fédéraliste du Parlement et à participer aux « Apéro Europe » que les Jeunes Européens-Strasbourg organiseront dès la rentrée pour susciter la rencontre entre les députés, des étudiants, des artistes et tous les citoyens.

Service civique : *lobbying* réussi pour les JE France

Participer à la prise de conscience de la citoyenneté européenne. Le Sénat fait un pas vers le renforcement de la citoyenneté européenne, grâce au *lobbying* des *Jeunes Européens - France*, dans la proposition de loi sur le service civique.



Les Jeunes Européens
France

www.jeunes-europeens.org

Suite aux diverses réunions sur [la proposition de loi sur le service civique, l'association](#), les *Jeunes Européens-France* ont rédigé un amendement pour que la loi prenne en compte la dimension européenne dans les missions d'intérêt général susceptibles d'être accomplies dans le cadre d'un tel service.

Des sénateurs -dont [Sophie JOISSAINS](#) (Sénateur UMP des Bouches-du-Rhône) et [Michel THIOLLIERE](#) (Sénateur UMP de la Loire)- ont accepté de présenter, défendre et faire voter leur amendement.

Celui-ci a été adopté le 27 octobre dernier par la Haute assemblée malgré l'avis défavorable du gouvernement et du rapporteur.

« Art. L. 120-7. - Les missions d'intérêt général susceptibles d'être accomplies dans le cadre d'un service civique doivent revêtir un caractère philanthropique, éducatif, environnemental, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial ou culturel ou participer à la prise de conscience de la citoyenneté européenne. »

Pour Nicolas JEAN, alors Président des [Jeunes Européens-France](#), l'association pouvait « se féliciter d'avoir été entendue sur ce point. Nous serons attentifs dans les prochaines semaines à ce que l'Assemblée nationale maintienne cette orientation importante pour notre avenir et pour la construction de notre citoyenneté européenne ».

Voir en ligne : [Voir la proposition de loi sur le site du Sénat](#)

Lectures fédéralistes

Jean-Pierre GOUZY, *Histoire de l'Europe, 1949-2009*, Editions de Paris, 2009, pp. 314, ISBN 978-2-85162-246-4, € 24

Robert TOULEMON

Directeur honoraire à la Commission européenne Auteur de *Aimer l'Europe - UEF Ile de France*

Jean-Pierre Gouzy, Vice-président de la Maison de l'Europe de Paris où son « journal parlé » mensuel est très apprécié, est sans doute le seul Français vivant ayant assisté en personne au congrès fondateur tenu à la Haye, en mai 1948, sous la présidence de Winston Churchill. Ancien président des journalistes européens, il a été le témoin ou l'acteur d'innombrables réunions, démarches et manifestations visant à l'unité européenne. Fédéraliste engagé, il est de ceux qui ont compris que, sans transfert de compétences et de pouvoirs réels au niveau européen, l'Europe unie demeurerait un beau rêve sans consistance.

Son *Histoire de l'Europe* commence en fait dès la fin du grand conflit mondial. L'ouvrage s'ouvre sur un portrait des premiers apôtres et inspirateurs, du Néerlandais Brugmans, à l'Italien Spinelli, en passant par les Français Alexandre Marc et Henri Frenay et le Suisse Denis de Rougemont. Ces hommes que Jean-Pierre Gouzy a bien connus avaient en commun d'avoir associé leur combat contre le nazisme à un projet fédéral de nature à garantir un avenir européen de réconciliation et d'union.

Ce livre est à la fois un témoignage, celui d'un engagement sans concessions de soixante années, et une source d'information

vivante, originale et précieuse, sur les combats menés par une petite cohorte de militants extraordinairement dévoués et lucides qui ne se laissèrent jamais décourager par les succès toujours trop lents et incomplets au regard de leurs espérances.

A travers les diverses figures de l'Europe dont Jean-Pierre Gouzy nous présente une histoire précise, celle des fédéralistes, celle de Churchill, celle de Monnet, Schuman et Spaak, celle du général de Gaulle, celle des Britanniques, celle de Gorbatchev et celle de Delors -autant de têtes de chapitres-, c'est la marche difficile vers l'Europe politique qui nous est décrite. Le titre du dernier chapitre, « profil bas pour une Europe molle : traité de Lisbonne », traduit bien la pensée lucide d'un croyant sans illusions. Une réflexion très profonde à propos de la mondialisation termine l'ouvrage. « Ce monde globalisé continue... à se décomposer en une myriade d'entités... alors que les seuls équilibres géopolitiques, macroéconomiques, stratégiques... sont désormais de dimensions continentales et recouvrent des aires de civilisations spécifiques ».

Une chronologie détaillée et une abondante bibliographie complètent l'ouvrage et en font un précieux outil de référence.

Sommaire

Editorial (JG GIRAUD – A REGUILLON) ... P. 1
 Compte-rendu de l'AG de l'UEF France – FI. MAURY – A REGUILLON..... P. 2
 Message de Mme. S. GOULARD P. 5
 Résolutions de l'AG UEF France P. 5
 Organes et responsables UEF France..... P. 7
 Calendrier UEF France 2009 / 2010..... P. 8
 Communiqué UEF France de soutien à M. JUNKER pour la Présidence du Conseil de l'UE P. 8
 Lettre de l'UEF France à l'Intergroupe fédéraliste du Parlement européen..... P. 8
 Comité fédéral de l'UEF Europe et séminaire JEF / UEF de Berlin P. 9
 Conseil international du World Federalist Movement à New York P. 10
 Campagne pour l'Assemblée parlementaire des Nations unies – Des parlementaires se mobilisent..... P. 11
 Université d'automne des fédéralistes de Rhône-Alpes (2009) – CR de la table ronde B. COURTIN..... P. 12
 Intergroupe fédéraliste du PE..... P. 14
 Activités de la JEF Europe et des JE France..... P. 14
 Bibliographie : Histoire de l'Europe (JP GOUZY), R. TOULEMON..... P. 14
 Proudhon, hier et aujourd'hui – Y. LAGIER..... P. 16

N'attendez pas pour Régler vos cotisations 2009 et 2010 ; merci !

PROUDHON : HIER et AUJOURD'HUI

A l'occasion du bicentenaire de la naissance en 1809 à Besançon de Pierre-Joseph Proudhon, la ville de Besançon et l'Université de Franche Comté ont organisé mi-octobre un colloque international portant sur l'œuvre et la pensée de ce penseur socialiste.

L'œuvre de Proudhon est méconnue. Elle a été rejetée dans l'ombre par l'emprise du marxisme qui a triomphé intellectuellement et pratiquement après la deuxième guerre mondiale. Proudhon était à la fois philosophe, économiste, journaliste et homme politique .

Le colloque, qui durant trois jours a réuni de nombreux professeurs d'université venus de Franche Comté bien sûr mais également de la région parisienne, de Dijon, de Californie, d'Amiens, de Trieste, de Tours , de Lausanne, a été honoré de la présence de Jacques Julliard, membre de la rédaction du *Nouvel observateur*, et de celle de Charles Piaget, figure emblématique du conflit *Lip* qui en 1973 a fait connaître Besançon dans le monde entier.

Nous nous en tiendrons aux propos de Jacques Julliard qui, à travers une démonstration éblouissante, a dressé un tableau sans concession de la pensée de Proudhon.

Proudhon, philosophe *ouvriériste* mais jamais populiste, était un homme de paix, détestant la haine et la guerre civile. Méprisant la bourgeoisie (une classe avachie, selon lui, formée d'aventuriers de l'argent et de l'économie), il prônait la primauté de l'économie sur le politique. Attaché à la conscience de classe, il fut l'apôtre du mutualisme, fondé sur les concepts de justice, liberté, réciprocité, échange. Précurseur de la subsidiarité, il considère que le fédéralisme n'est rien d'autre que le mutualisme appliqué à la politique.

Jacques Julliard n'a pas manqué de faire part de son point de vue sur la construction européenne : pour lui l'Europe ne peut être que fédérale. Grand moment d'émotion dans le Théâtre musical de Besançon pour nous autres fédéralistes au moment où Jacques Julliard énonçait sa profession de foi fédéraliste. Ce n'est en effet pas tous les jours que nous rencontrons, dans les gens qui comptent parmi les intellectuels de notre pays, des amis fédéralistes européens.

Merci aux organisateurs de ce colloque d'avoir permis, à travers la reprise de la pensée proudhonienne, de souligner que l'Europe fédérale était plus que jamais à l'ordre du jour.

Yves LAGIER
Président UEF Franche-Comté

Présidence du Conseil et Haut Commissariat aux Affaires étrangères de l'UE

Le Conseil européen a choisi deux personnalités de faibles notoriété / expérience / autorité / engagement européen aux postes créés par le Traité de Lisbonne (Président du Conseil européen et Haut Commissaire aux affaires étrangères) afin de ne pas diminuer l'influence et le rôle des chefs d'Etat et de gouvernements ni des ministres eux mêmes. C'est regrettable car le rôle de ces deux personnages aurait été de faire prévaloir l'intérêt commun des 27 Etats membres de l'Union européenne sur les intérêts particuliers de chacun. Il est à craindre que ces personnes n'aient pas l'autorité pour le faire et que le fonctionnement du CE et du CAE restera largement intergouvernemental.

Dans ces conditions, le rôle et la responsabilité de la Commission pour conduire l'action de l'UE dans l'intérêt général européen s'en trouveront accrus ; il appartiendra au Parlement européen de contrôler qu'elle les exerce avec détermination et indépendance selon la méthode communautaire.

BULLETIN D'ADHESION A L'UEF-France

M/Mme/Melle Prénom
 Adresse
 Code postal Ville Date de naissance
 Profession
 Fonctions associatives (facultatif)
 Tél. Fax Mail
 Date Signature

A retourner à : UEF-France : c/o Europe Direct – 13 Rue de l'arbre sec – 69001 LYON

Adhésions :

- « Partisans de la Fédération européenne »
- Adhésion « prise de contact », valable 2 ans ; prix réduit ne donnant pas droit à être élu aux charges de l'organisation : 20 euros
- individuelle : 35 euros conjoint(e) : 20 euros
- étudiant(e) et/ou demandeur d'emploi : 15 euros cotisation de soutien : (à partir de) 100 euros